
Incendie de Lubrizol : le Sénat pointe du doigt le gouvernement - Mode lecture

La commission d'enquête du Sénat sur l'incendie de Lubrizol à Rouen dénonce «des angles morts inacceptables» dans la prévention des risques industriels en France. Elle épingle aussi l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn.



Selon les sénateurs, les conséquences sanitaires à long terme restent incertaines. LP/Jean-Pierre Mauger

Par Le Parisien

Le 4 juin 2020 à 08h53, modifié le 4 juin 2020 à 09h49

« Tirer les conséquences de Lubrizol ». Après le gigantesque [incendie survenu le 26 septembre](#) à l'usine de lubrifiants automobiles [Lubrizol](#) à Rouen (Seine-Maritime) dont les conséquences [sanitaires à long terme restent incertaines](#), la commission d'enquête du Sénat vient de rendre ses conclusions.

« A l'instar du suivi sanitaire proprement dit, l'identification du risque sanitaire telle que pratiquée par le ministère de la Santé, a été à la fois tardive et incomplète », écrivent les rapporteurs Christine Bonfanti-Dossat (LR) et Nicole Bonnefoy (PS) dans leurs conclusions sur cet « accident industriel majeur ».

Cet incendie, survenu le 26 septembre sur le site Seveso seuil haut, avait provoqué un immense nuage de fumée noire de 22 km de long avec des retombées de suie jusque dans les Hauts-de-France. Près de 9 505 tonnes de produits chimiques avaient brûlé dans cette usine de lubrifiants automobiles et sur le site voisin de Normandie Logistique.

Le suivi sanitaire est « problématique »

Pour la commission présidée par le centriste Hervé Maurey, la méthodologie adoptée par le ministère de la santé pour le suivi sanitaire est « problématique ».

« Il ressort qu'il est impossible de se prononcer de manière définitive sur l'impact sanitaire de l'incendie Lubrizol, au vu des seules données récoltées dans le cadre de la surveillance environnementale, ces dernières étant totalement ou partiellement inexploitables », poursuivent les sénateurs.

VIDÉO. Incendie Rouen : le brasier de l'usine Lubrizol filmé par un drone

La ministre de la Transition écologique est également critiquée. Son objectif affiché à la suite de la catastrophe « d'augmentation de 50 % des contrôles d'ici 2022 à effectifs constants » est « peu réaliste », selon le rapport.

« Urgent de revoir la doctrine de communication de crise de l'Etat »

Ils dénoncent aussi la décision « prématurée » du ministre de l'Agriculture de lever l'interdiction de vente du lait produit dans plus de 200 communes.

Newsletter - L'essentiel de l'actu

Chaque matin, l'actualité vue par Le Parisien

[Je M'inscris](#)

Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. [En savoir plus](#)

Le gouvernement n'est pas le seul épinglé dans ce rapport. « La politique de prévention des risques industriels déployée depuis 40 ans en France laisse apparaître des angles morts importants et inacceptables », écrivent les rapporteurs.

C'est le cas des crédits budgétaires alloués à la prévention des risques et le nombre réduit des sanctions dans ce domaine.

Et elles estiment « urgent de revoir la doctrine de communication de crise de l'Etat » consistant à « vouloir rassurer à tout prix ».

[VOIR LES COMMENTAIRES](#)